L'entreprise Lustra. Ouvriers fourreurs juifs sous l'Occupation

Catherine Massange

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/883>
DOI : 10.4000/cmc.883
ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2020
Pagination : 123-167
ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Catherine Massange, « L'entreprise Lustra. Ouvriers fourreurs juifs sous l'Occupation », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 14 | 2020, mis en ligne le 01 novembre 2020, consulté le 08 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/883> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.883>

L’entreprise Lustra Ouvriers fourreurs juifs sous l’Occupation

Catherine Massange

Lustra, entreprise de confection de fourrures travaillant pour la Wehrmacht, occupe une place importante dans la mémoire des Juifs de Bruxelles ; elle est citée par certains comme emblématique de la collaboration économique alors que pour d’autres, dont des ouvriers juifs travaillant à Lustra, elle a surtout été l’opportunité de leur survie et le moyen de sauver toute leur famille. La justice militaire, après-guerre, décide de condamner le directeur de Lustra, Jean De Maerschalc, dit “Marcel”, à de lourdes peines en vertu de la loi réprimant la collaboration économique¹.

L’offre et la demande

En juin 1941, l’Allemagne attaque l’URSS. En automne, il est urgent de fournir des équipements adéquats aux troupes allemandes du Front de l’Est. En novembre 1941, l’Autorité allemande en Belgique exige que les entreprises de la Chambre syndicale de la Fourrure fournissent d’énormes quantités de vestes en peau de lapin (35.000 vestes avant le 20 décembre 1941). Ces firmes se disent incapables de répondre à la demande. Le secteur présente le manque de main-d’œuvre qualifiée comme une des

¹ Cet article est basé principalement sur les archives de l’Auditorat militaire (conservées aux Archives générales du Royaume) (AGR) : Auditorat militaire (AM), 1486/B/46, « Jean De Maerschalc, né à Molenbeek-Saint-Jean, le 12 août 1904, condamné par arrêt de la Cour militaire de Bruxelles du 09.05.1947 », 1947/9/MAI/B/1-2/167 et 168 (AM 167 et AM 168) et le dossier « BF 46 337 1013 ».

causes de son incapacité à fournir les quotas demandés². L'Autorité allemande considère alors que certaines de ces sociétés sont « rebelles »³, menace de sanctions et s'engage à donner toutes les facilités possibles pour l'approvisionnement de matières premières (les peaux), la fourniture de charbon ainsi que pour le recrutement de main-d'œuvre. À une réunion où sont présents des représentants du secteur de la fourrure et des délégués de l'Autorité occupante, ces derniers précisent que « pour le moment, il ne sera pas fait attention à la nature de l'apprêt, ni guère à la qualité des peaux, l'essentiel étant la fourniture de quantités importantes dans un délai court »⁴. La demande est donc pressante et ne fera que croître alors que les entreprises actives dans le secteur ne se hâtent pas d'exécuter les commandes allemandes.

En effet, la firme Simon par exemple – pour laquelle avait travaillé Jean De Maerschalc, le patron de Lustra – s'est engagée en novembre 1941 à faire 5.000 vestes. Selon le directeur de la firme mise sous *Verwaltung*, c'est-à-dire sous administration allemande, interrogé en octobre 1945 par l'Auditorat militaire, « la commande n'a été exécutée en totalité qu'en juillet 1942 alors que les Allemands avaient exigé qu'elle soit faite en décembre 1941. Nous avons ralenti au maximum l'exécution de cette commande. Le 6 décembre 1941, la société Simon a été mise sous *Verwaltung* comme entreprise juive. En juillet 1942 lorsque la commande des 5.000 vestes a été exécutée, le *Verwalter* m'a

² AGR, AM 167, dossier « Dossier général en cause De Maerschalc Jean et consorts », procès-verbaux des séances des 3, 5, 12, 19 novembre 1941 de la Chambre syndicale de la Fourrure de Belgique.

³ AGR, AM 167, « Dossier général en cause De Maerschalc Jean et consorts », procès-verbal de la séance du 12 novembre 1941 de la Chambre syndicale de la Fourrure de Belgique.

⁴ AGR, AM 167, « Dossier général en cause De Maerschalc Jean et consorts », procès-verbal de la séance du 5 novembre 1941 de la Chambre syndicale de la Fourrure de Belgique.

demandé pourquoi je ne continuais pas à en confectionner. Je lui ai répondu que l'organisation de notre maison ne se prêtait pas à une telle confection. Il n'a pas insisté. Jusque la fin de l'occupation nous n'avons plus eu à faire de gilets pour la *Wehrmacht*. » À la question de savoir pourquoi plus aucune commande ne lui a été imposée, il répond : « C'est parce que dans le courant de 1942, je crois, la firme Lustra a été chargée de centraliser la grande majorité des commandes de gilets émanant de la *Wehrmacht*. Je présume que c'est cette situation qui nous a évité d'avoir à prendre position sur de nouvelles commandes imposées. »⁵ Même les firmes gérées par un *Verwalter* ne répondent donc pas aux exigences des autorités d'occupation : le directeur de la firme Simon explique qu'il convainc le *Verwalter* en lui montrant que les profits pour ces commandes au prix payé par la *Wehrmacht* ne sont pas assez élevés par rapport à d'autres et que la firme n'est d'ailleurs pas spécialisée en travail de peau de lapin⁶.

Une firme d'Anderlecht, dont le patron est après la guerre également mis en cause pour collaboration économique, est ainsi décrite « comme la seule firme importante de confection en gros, bien avant la guerre déjà, à s'être spécialisée dans le travail des peaux de lapin, ceci valant pour l'agglomération bruxelloise »⁷. Un rapport de contre-expertise est fourni par la défense de l'accusé afin de prouver qu'il n'avait pas agi par esprit de lucre. Il explique que la firme avait ses propres ateliers, où travaillaient une trentaine de personnes, et comptait des sous-traitants payés "à façon", plus de 80 pour la période

⁵ AGR, AM 167, « Dossier général, en cause De Maerschalek, Jean et consorts », procès-verbal d'interrogatoire du directeur de la firme Simon frères, 29 octobre 1945.

⁶ *Ibid.*

⁷ AGR, AM 168, « Dossier 6 », « Rapport d'expertise comptable », 16 juillet 1946.

d'occupation, et que le travail en atelier était bien plus rémunérateur que le travail sous-traité. La défense précise encore que « l'écart entre les bénéfices réalisés sur les affaires relatives au secteur civil et ceux provenant de la confection des vestes est considérable, les premiers étant de loin supérieurs aux seconds »⁸.

Les peaux de lapin représentent des fourrures de peu de valeur par rapport à d'autres : ce n'est pas le secteur de la fourrure de luxe. Ce dont la *Wehrmacht* a besoin, c'est bien de vêtements chauds bon marché. Dans le secteur de la fourrure des peaux de lapin, il existe alors des grossistes, des détaillants, des sous-traitants, des petits ateliers, des travailleurs à domicile, du travail salarié et du travail "à façon"... Mais Bruxelles manque d'une très grande entreprise à laquelle pourraient s'adresser les occupants. Pour la *Wehrmacht*, il est plus facile et plus rentable de centraliser la production et de la confier progressivement à une seule firme que l'occupant contrôle et qui montre sa volonté de répondre au mieux à ses demandes, ce qui s'est avéré n'être pas nécessairement le cas d'autres entreprises du secteur⁹. Lustra apporte donc une solution aux problèmes d'approvisionnement en la matière : la *Wehrmacht* peut s'adresser à un interlocuteur disposé à produire sans rechigner de grandes quantités presque exclusivement à son attention.

Or, les spécialistes du travail des peaux de lapin à Bruxelles sont en partie des ouvriers juifs. Dans le secteur de la fourrure, ceux qui transforment les peaux de lapin sont parmi les plus pauvres¹⁰. Il y a donc là une main-d'œuvre déjà fragile avant-

⁸ *Ibid.*

⁹ AGR, AM 167, « Dossier général, en cause De Maerschallck, Jean et consorts », procès-verbal d'interrogatoire du directeur de la firme Simon frères, 29 octobre 1945.

¹⁰ Voir dans ce même numéro, l'article d'Insa Meinen et Alrich Meyer, « Immigrés juifs dans l'économie belge (de 1918 à 1942) ».

guerre, bientôt frappée par les mesures des autorités d'occupation qui l'empêchent de continuer à pratiquer son activité.

En outre, dans la lutte de la Résistance contre la collaboration économique, les résistants juifs jouent un rôle de premier plan dans le secteur de la fourrure. Ils essayent de mettre en garde les patrons et les ouvriers juifs contre tout travail pour l'ennemi, d'abord par des tracts et des articles dans les journaux clandestins. En décembre 1941 et mars 1942, *Unzer Wort*, l'organe en yiddish du *Linke Poale Sion*, le parti ouvrier sioniste de gauche, appelle les Juifs à résister à la tentation de travailler pour l'ennemi, en reconnaissant que « les ouvriers juifs se trouvent devant un choix amer : travailler pour l'armée boche, ou bien souffrir de la faim, avec femme et enfants »¹¹. La propagande n'a qu'une efficacité médiocre ; il faut donc passer aux actes, ce que la Résistance fait quelques mois plus tard¹².

Les débuts de Lustra

En hiver 1941, l'entreprise Lustra n'a encore qu'une existence théorique : constituée en société anonyme en août 1932, elle a comme objet social toutes opérations industrielles et commerciales concernant la fourrure. Elle n'a en réalité fait que quelques transactions commerciales avant de cesser toute activité en 1940¹³. À la fin de l'Occupation, Lustra occupe près de 500 personnes, juives et non juives. Le lancement de Lustra résulte principalement de négociations (qui donneront lieu à diverses

¹¹ M. Werber, *La parole d'Abusz Werber*, Bruxelles, 2015, p. 35. Voir aussi : M. Steinberg, « Le Bulgare Théodore Angheloff et ses partisans juifs de la MOI à Bruxelles (1942-1943) », in M. Steinberg et J. Gotovitch (éds.), *Otages de la terreur nazie : le Bulgare Angheloff et son groupe de partisans juifs*, Bruxelles, 1940-1943, Malines, 2007, p. 75.

¹² M. Steinberg, « Le Bulgare », *op cit.*, p. 75 *sqq.*

¹³ AGR, AM 167, « Information », rapport de police du 31 octobre 1944.

interprétations et témoignages) entre trois parties : Jean De Maerschallck, le patron, K., un Allemand commerçant en fourrures, et N., un fourreur juif.

Jean De Maerschallck est né à Molenbeek-Saint-Jean en août 1904¹⁴. Actif dans le milieu de la fourrure, il est bien placé pour connaître la situation de l'offre et de la demande – celle de la *Wehrmacht* – dans ce secteur. Avant-guerre, il est courtier en fourrures, représentant de la firme de fourrures Simon Frères, boulevard Bischoffsheim à Bruxelles, et a aussi été chef de fabrication dans la S.A. Peausserie et Couperies Belges. Sous l'Occupation, il commence par avoir un petit atelier, rue Herry¹⁵ 40, employant une dizaine de personnes et où sont confectionnés des gants pour les Allemands¹⁶.

De Maerschallck a donc l'expérience du milieu professionnel juif bruxellois et doit connaître la situation de la main-d'œuvre juive. Il ne peut ignorer l'extrême détresse des Juifs qui, sous le coup des ordonnances, ne peuvent plus travailler et sont donc devenus des proies facilement exploitables.

K. trouve aussi son profit dans la création et le développement de Lustra. Il vient de Leipzig, où il est né en 1891¹⁷, qui est alors un centre névralgique pour la fourrure. Avant-guerre, K. s'occupe en Allemagne et en Amérique du commerce de fourrures en gros. De Maerschallck connaît K., car il l'a rencontré à l'occasion de voyages d'affaires de ce dernier en Belgique, où il est

¹⁴ AGR, AM 167, « Antécédents ».

¹⁵ La rue Herry, démolie aujourd'hui, se situait dans le Quartier Nord, entre la Gare du Nord et le canal. La rue Gaucheret se situe dans le même quartier.

¹⁶ AGR, AM 167, « Information », audition de Jean De Maerschallck du 3 novembre 1944.

¹⁷ AGR, PE A188.568.

venu plusieurs fois en 1936 pour acheter des peaux de lapin¹⁸. Sous l'Occupation, K. est mandaté à Bruxelles pour s'occuper du secteur de la fourrure au profit de l'Allemagne : il est chargé du contrôle de la fabrication des articles de fourrures¹⁹.

Un exemple de l'intervention de K. est donné par un fourreur, dans son témoignage d'après-guerre. À la suite de la commande pour la *Wehrmacht* exigée en novembre 1941, les Allemands lui imposent de fabriquer 2.500 vestes. Au bout de dix mois, il n'a pas atteint ce chiffre, et argumente pour refuser d'autres commandes : son grand âge, son outillage insuffisant... Il reçoit alors deux visites de K. qui, dit-il, « m'a demandé de continuer ma production, mais qui devant mon refus ne m'a cependant pas occasionné d'ennuis. La grande sanction pour mon refus de travailler pour la *Wehrmacht* a consisté dans le fait que j'ai été systématiquement défavorisé pour les importations et les approvisionnements »²⁰. K. a des intérêts dans Lustra et ne se préoccupe donc pas de l'efficacité de la production de la concurrence.

Mais les Juifs actifs dans le secteur ont alors des préoccupations bien plus dramatiques que la recherche de profits. Les débuts de Lustra datent de l'été 1942, à l'époque la plus aiguë des déportations, alors que le processus de « désenjuivement de l'économie » a déjà plongé les Juifs dans la précarité. Selon la version que De Maerschaleck donne après son arrestation, c'est en août 1942 que « plusieurs israélites sont venus

¹⁸ AGR, PE A188.568, bulletins de renseignements pour l'obtention de visas.

¹⁹ AGR, AM 167, « Information », rapport de police du 31 octobre 1944. AM, dossier « Lustra S.A. 40 rue Herry », lettre de la Wirtschaftsabteilung Referat Leder, « Betr. Übernahme der belgischen Firma Lustra S.A., Brüssel, 40 rue Herry, durch Herrn K., Leipzig. », 2 novembre 1942.

²⁰ AGR, AM 167, « Dossier général en cause De Maerschaleck Jean et consorts », déclaration de A.M., 30 octobre 1945.

me demander de bien vouloir monter une affaire pour trouver le moyen de les protéger. »²¹ Il ne cesse tout au long de la procédure d’instruction d’insister sur le fait que sa motivation personnelle était bien de sauver des Juifs. Il évoque ses hésitations tout en soulignant qu’il avait répondu à la demande insistante de Juifs en danger. De Maerschallck prétend par ailleurs qu’il s’agissait d’abord de faire des doublures pour manteaux de dames, mais que voyant que les Allemands commandaient de plus en plus de vestes en fourrure pour l’armée, il avait compris qu’il était possible de tirer profit de cet important nouveau marché. La raison de la création de Lustra va être un point fondamental dans la procédure de mise en cause de De Maerschallck après-guerre, puisque sa défense est basée – sans succès – sur le fait qu’il a fondé Lustra pour venir en aide à des Juifs.

De Maerschallck commence par acquérir Lustra en versant 20.000 frs environ et en faisant l’impasse sur une somme de 100.000 frs due à la Société. Il est alors en possession de 200 titres. Mais selon ses dires, il en garde 50 et en “prête” 150 à K. « pour faire semblant que l’affaire lui appartenait »²², comme il le dit après-guerre. K. ne paye donc rien, mais en tire les bénéfices. Il donne à l’entreprise la façade allemande qu’il convient d’avoir sous l’Occupation et devient un intermédiaire essentiel dans les relations avec les responsables de la machine économique allemande qui s’occupe de ce secteur. De même, toujours pour “faire semblant”, De Maerschallck “prête” 5 ou 10 titres à des personnes qui peuvent ainsi former un conseil d’administration permettant à Lustra de garder son statut de société anonyme comme son inscription au registre de commerce. Parmi ces administrateurs, on trouve d’anciens administrateurs et un commissaire de Lustra, ainsi qu’un ami de De Maerschallck.

²¹ AGR, AM 167, « Information », audition de Jean De Maerschallck du 3 novembre 1944.

²² *Ibid.*

Celui-ci explique lors de l’instruction : « Pratiquement lesdits administrateurs et commissaire n’avaient rien à dire, ils étaient complètement d’accord avec ce qui se faisait par moi et K. Ils ont cependant touché une participation dans les bénéfices. »²³

Il est crucial pour une entreprise telle que Lustra d’avoir des relais bien placés. Les autorités d’occupation contrôlent en effet toute la chaîne de production. Les matières premières sont fournies, d’après contingent, par l’Office du Cuir, et avec obligation de céder la fabrication à des firmes désignées²⁴. Le patron d’une usine de tannage à Diegem explique après-guerre qu’il a « été obligé de fournir à la firme Lustra comme à de nombreuses firmes travaillant pour l’occupant des peaux de lapin tannées » : son usine ne pouvait travailler que sous le contrôle de l’Office du Cuir. Il argumente qu’il a donc dû suivre la réglementation « pour ne pas voir [s]on affaire fermée et [s]es ouvriers transférés en Allemagne »²⁵. Lustra ne rencontre donc pas de problèmes pour son approvisionnement en peaux, dont une très grande partie provient de la région de Gand.

Quand De Maerschallck reprend Lustra, il doit trouver de la main-d’œuvre et des machines. Il explique à ce sujet : « Je dois faire remarquer qu’en 1942, il était pour ainsi dire impossible d’avoir du personnel belge pour le genre de travail que nous désirions faire, soit la confection en peau de lapin, pour la bonne raison que tous les ouvriers belges travaillaient pour d’autres maisons. Il nous fallait donc recruter du personnel spécialisé israélite, ou plus exactement trouver une combinaison qui

²³ *Ibid.*

²⁴ AGR, AM 167, « Information », audition de C.V. du 24 janvier 1945.

²⁵ *Ibid.*

permettait de protéger le personnel israélite qui venait se présenter chez moi. »²⁶

Les machines sont apportées précisément par la main-d'œuvre juive. De Maerschalc explique lors de son audition peu après la Libération : « Comme au début, ma firme ne disposait pas de machines, les israélites qui venaient s'engager apportaient leurs machines personnelles. Ce n'était pas nécessairement une condition d'engagement, mais comme nous ne disposions pas de machines, il fallait bien qu'ils apportent la leur pour pouvoir travailler. Une centaine de machines sont entrées de la sorte dans mes ateliers. »²⁷ Ce fait sera important pour l'accusation lors de l'instruction de son procès.

Une énorme production, de plantureux bénéfices

Le conseil d'administration de Lustra du 5 septembre 1942 acte la nomination de De Maerschalc comme administrateur ainsi que le transfert du siège social 40 rue Herry²⁸. De Maerschalc est ensuite nommé directeur général le 17 septembre 1942²⁹. Il commence donc la production avec les quelques ouvriers qu'il occupait dans le petit atelier de la rue Herry auxquels s'ajoutent rapidement ceux du fourreur N., avec qui De Maerschalc entre alors en contact³⁰. Né en 1883 à Varsovie, N. est arrivé en Belgique en 1906 et est naturalisé belge en 1926. Il voit à ce stade-ci de la guerre se profiler la fin de ses activités, la confiscation de ses machines et un danger, plus grave, mais

²⁶ AGR, AM 167, « Information », audition de Jean De Maerschalc du 3 novembre 1944.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ AGR, AM 167, « Pièces à Conviction », procès-verbal du conseil d'administration du 5 septembre 1942.

²⁹ AGR, AM 167, « Pièces à Conviction », procès-verbal du conseil d'administration du 17 septembre 1942.

³⁰ AGR, PE 816.624.

encore non précisément défini, pour lui-même, sa famille et ses ouvriers. N. reconnaîtra plus tard avoir en fait simplement approuvé une initiative émanant de De Maerschalcck³¹.

De Maerschalcck installe ensuite une usine de plusieurs étages, dans un bâtiment industriel vétuste au 5 rue Gaucheret à Schaerbeek, où était établie la firme Huygens. De Maerschalcck justifie ceci ainsi : « Pendant que je travaillais dans mes ateliers rue Herry, les israélites qui étaient employés rue Gaucheret n°5 par la firme Huyghens sont venus me trouver et m'ont exposé que les Allemands allaient les arrêter parce qu'ils étaient sans travail. »³² Le conseil d'administration du 20 avril 1943 acte le transfert du siège social rue Gaucheret, où il y a des « ateliers plus grands, mieux conditionnés » et des « bureaux appropriés », ainsi que « la reprise des ouvriers de la firme Huygens »³³. Toutefois, en novembre 1942 et en janvier 1943, des résistants juifs y incendient des machines et des stocks de peaux³⁴. Ce qui n'empêche pas De Maerschalcck d'étendre plus tard ses locaux au 7 de la rue Gaucheret et d'annoncer au printemps 1943 l'ouverture d'un atelier à Gand³⁵.

³¹ AGR, AM 167, « Information », déclaration de N., 20 décembre 1944. AM 167, « Jugement et appel », plumeitif de l'audience du 9 juillet 1946.

³² AGR, AM 167, « Information », procès-verbal d'interrogatoire de Jean De Maerschalcck, 13 avril 1946.

³³ AGR, AM 167, « Pièces à Conviction », procès-verbal du conseil d'administration du 20 avril 1943.

³⁴ M. Steinberg, « Le Bulgare », *op cit.*, p. 75-78.

³⁵ AGR, AM 167, « Pièces à Conviction », procès-verbal du conseil d'administration du 20 avril 1943.

Lustra devient une grande entreprise qui développe sa production en fabriquant des dizaines de milliers de vestes. De Maerschallck aura beau dire qu'une grande partie servait à corrompre les Allemands à différents niveaux, les bénéfices sont immenses. En mai 1943, Lustra demande l'ouverture d'un crédit pour pouvoir suivre la demande : elle s'est engagée à ce moment à livrer 10.000 gilets de fourrure par mois³⁶. Un document de la firme nous apprend qu'entre les 1^{er} avril 1943 et le 30 novembre 1943, 62.217 vestes ont été livrées à la *Wehrmacht*³⁷.

En janvier 1944, Lustra indique qu'un million de peaux doivent être traitées mensuellement pour satisfaire les commandes de la *Wehrmacht* pour le Front de l'Est³⁸. Certaines firmes, plus modestes, font aussi des vestes pour la *Wehrmacht*, mais ne peuvent suivre les commandes. D'autres arrêtent la production en raison des menaces et actions de la part de la Résistance³⁹. De Maerschallck demande par contre qu'on lui permette d'augmenter sa production et d'acquérir des peaux en conséquence.

Le jugement qui condamne De Maerschallck en 1946 acte que « l'instruction a établi que, d'accord avec l'Allemand K., le prévenu a, en août 1942, après s'être assuré la propriété des actions de la société Lustra, monté une entreprise pour la fabrication de vestes de fourrures pour l'armée allemande et que cette entreprise prit rapidement une extension considérable »⁴⁰.

³⁶ AGR, AM 167, « S.A. Lustra. Documents remis par M. Jans », document de la Hansabank, 1^{er} mai 1943.

³⁷ AGR, AM 167, « S.A. Lustra. Documents remis par M. Jans », lettre de De Maerschallck adressée « An den Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich. Militärverwaltungschef », 22 janvier 1944.

³⁸ AGR, AM 167, « S.A. Lustra. Documents remis par M. Jans », document de la « Wirtschaftsabteilung », 17 janvier 1944.

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ AGR, AM 167, « Jugement et appel », jugement du 29 juillet 1946.

Il retient que De Maerschalcck a entre le 1^{er} septembre 1942 et le 1^{er} septembre 1944 « fourni aux Allemands 175.822 vestes, 43.390 manteaux, 10.610 intérieurs de pelisses, 34.093 paires de gants, 705 casques, 15.132 peaux de mouton, 52.234 nappettes, 52.508,70 m. doublures et déchets de peaux cousus, représentant une valeur totale de 70.367.836,50 frs et une valeur de 30.000.000 de francs si on déduit la valeur des peaux fournies par les Allemands. »⁴¹ De Maerschalcck ne conteste pas les chiffres d'une production de 175.000 « vestes et accessoires »⁴² et d'un chiffre d'affaires de 71 millions.

Soldats de la Wehrmacht
sur le front de l'Est.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² AGR, AM 167, « Information », interrogatoire de Jean De Maerschalcck du 13 avril 1946.

Des ouvriers et des machines

Cette croissance de la production s'accompagne d'une augmentation considérable du personnel de Lustra : de 30 ouvriers en 1942, Lustra passe à plus de 500 ouvriers à la Libération. La défense de De Maerschallck lors de son procès indique qu'il y avait 50 ouvriers en septembre 1942, 120 en décembre 1942, 500 en décembre 1943 et 570 en 1944. Une note d'après-guerre de la défense de De Maerschallck donne comme chiffres 322 « Israélites » et 68 « aryens belges » [sic] entre le 1^{er} septembre 1942 et le 15 juin 1943, et signale l'entrée de 212 Belges et 38 « Israélites » entre le 16 juin 1943 et le 31 août 1944⁴³.

Lustra est une entreprise classée « Sperr-Betrieb », ce qui veut dire que travaillant dans le cadre d'un programme allemand, sa main-d'œuvre est protégée⁴⁴. Pour les Juifs, cela revient à disposer d'un *Ausweis*, document qui les exempte en principe, eux et leur famille, de la déportation. Les Juifs en possession d'un tel document n'avaient qu'une confiance très modérée en son efficacité, mais sans être une garantie, ce papier était un avantage important par rapport à ceux qui n'avaient rien. Lustra devait régulièrement transmettre la liste détaillée des membres de son personnel aux autorités d'occupation. De Maerschallck explique que « quoique les israélites étaient en possession d'un laissez-passer, ils devaient cependant être présents dans nos ateliers même lorsqu'il n'y avait pas de travail. Ils devaient se trouver en nos ateliers de 7h45 à midi et de 1h à

⁴³ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », « Note déposée par la Défense », non signé, dossier déposé le 7 avril 1946.

⁴⁴ AGR, AM 167, « S.A. Lustra. Documents remis par M. Jans », document de la Militärverwaltung, 24 avril 1944.

17h-17h30 ou 18 heures selon la saison. »⁴⁵ Comme par exemple pour les employés de l'Association des Juifs en Belgique (AJB)⁴⁶ – la communauté juive obligatoire créée par une ordonnance allemande –, qui disposaient de tels *Ausweise*, les autorités d'occupation connaissaient l'adresse et le lieu de travail de ces personnes qu'il était donc aisé d'arrêter. Ces *Ausweise* n'empêchent pas pour autant des Juifs employés par Lustra d'être déportés.

De Maerschalcck reconnaît d'ailleurs dans l'immédiat après-guerre la fragilité de cette protection : « Malgré le “laissez-passer” que possédaient les juifs qui travaillaient chez moi, plusieurs ont été arrêtés par la Gestapo, pour divers motifs. Je suis intervenu en leur faveur à la Gestapo. Je versais à Hasher [Asche, ndla] une somme variable entre 20.000 et 30.000 frs pour chaque intervention. Hasher était le fonctionnaire à la Gestapo qui s'occupait des Juifs. »⁴⁷ Mais il ne peut en présenter de preuves. Il ajoute : « Malgré mes interventions, plusieurs juifs ont cependant été déportés à l'étranger, j'ignore où. Les machines appartenant à ces juifs déportés se trouvent toujours dans nos ateliers à leur disposition. »⁴⁸

Les machines étaient aussi répertoriées avec le nom du propriétaire, la marque, son numéro de série. Ces machines ne pouvaient être enlevées de l'atelier sans autorisation, mais

⁴⁵ AGR, AM 167, « Information », audition de Jean De Maerschalcck du 3 novembre 1944.

⁴⁶ Sur l'Association des Juifs en Belgique (AJB) voir : J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004.

⁴⁷ AGR, AM 167, « Information », audition de Jean De Maerschalcck du 3 novembre 1944.

⁴⁸ *Ibid.*

échappaient ainsi à la réquisition⁴⁹. Les ouvriers pouvaient donc y voir un moyen de conserver leur outil de travail. Celles des Juifs déportés restaient dans l'atelier et étaient donc de fait prises par la firme. Certains ouvriers ne récupèrent leur machine qu'en novembre 1945 par l'intermédiaire de l'Office des Séquestres, les biens des ennemis étant mis sous scellés à la Libération⁵⁰.

En avril 1944, le feu ravage quelques locaux de Lustra⁵¹. L'incendie n'est pas qualifié de "sabotage", c'est-à-dire qu'il n'est pas considéré comme un acte de la Résistance. De Maerschallck est assuré contre l'incendie, mais s'il s'agit de ce que les Allemands appellent un "sabotage", l'assurance doit avoir l'accord d'autorités allemandes pour rembourser⁵². Comme le fait remarquer un inspecteur de police lors de l'instruction à charge de De Maerschallck; quand des machines appartenant à des Juifs sont détruites, c'est l'entreprise qui touche l'indemnité et non le propriétaire de la machine⁵³.

De Maerschallck prend le soin de collectionner de nombreuses lettres de remerciements écrites durant l'Occupation qu'il présente à la justice militaire après-guerre. Un ouvrier juif lui témoigne par exemple sa reconnaissance pour les démarches qui

⁴⁹ AGR, AM 167, « S.A. Lustra. Documents remis par M. Jans », « Sicherstellung von Maschinen », 12 janvier 1944.

⁵⁰ AGR, AM 167, « Séquestres Demaerschallck - Lustra. », « Liste des machines remises par le Notaire De Heyn », novembre 1945.

⁵¹ AGR, AM 167, « Information », interrogatoire de Jean De Maerschallck, 20 décembre 1944. « Pièces à Conviction », procès-verbal du conseil d'administration du 6 avril 1944.

⁵² AGR, AM 167, « S.A. Lustra. Documents remis par M. Jans », lettre de la Compagnie Centrale d'Assurances, 21 juin 1944.

⁵³ AGR, AM 167, « Information », rapport de police du 14 novembre 1944.

ont permis de le libérer⁵⁴, un autre accuse des contremaîtres de le menacer de l'« envoyer à Malines » et remercie De Maerschalcck pour son intervention : « Quand je vous ai déclaré que pour rentrer chez vous on prend l'argent, vous avez mis immédiatement fin à ces agissements »⁵⁵. Mais de tels documents fournis par De Maerschalcck montrent aussi qu'il est possible qu'il escomptait la reconnaissance des personnes concernées au cas où il serait accusé, laissant alors supposer à la Justice qu'il avait préparé sa défense avant même d'être inculpé.

W., qui travaillait précédemment pour la firme Huygens et que De Maerschalcck avait repris à son service⁵⁶, explique qu'après que De Maerschalcck ait été « menacé d'arrestation par la Gestapo à cause de son intervention pour les israélites », il lui « confia la mission de représenter le personnel israélite et de défendre ses intérêts auprès de la Gestapo ainsi qu'auprès de tous les services compétents. » W. écrit : « J'entrepris donc cette mission et, sous tous les rapports, Monsieur De Maerschalcck m'aida avec bienveillance à la remplir. »⁵⁷

Par ailleurs, le travail des Juifs chez Lustra les empêche de passer dans la clandestinité, ou les en fait sortir, faute de moyens financiers. De Maerschalcck affirme après-guerre que des ouvriers israélites venaient lui demander, si pas le supplier, de pouvoir entrer chez Lustra. Un ouvrier de Lustra en témoigne : « J'habite la Belgique depuis 1930 et, après avoir travaillé comme ouvrier aux Éts. Simon frères, je me suis installé à mon compte depuis 1934. J'exerce le métier de commerçant en

⁵⁴ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », lettres du 17 mai 1943 et du 28 décembre 1943.

⁵⁵ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », lettre de L., février 1944.

⁵⁶ AGR, AM 167, « Information », audition de W., 27 novembre 1945.

⁵⁷ AGR, AM 167, « Notes de la Défense », déclaration de W., 29 septembre 1944.

fourniture. Après les événements de mai 1940, j'ai continué à exploiter mon commerce jusqu'en 1942, époque à laquelle les ordonnances allemandes sur les israélites ont mis fin à mon activité commerciale. Après m'être caché pendant plusieurs mois, 6 ou 7 mois je pense, j'ai été forcé à cause de mon dénuement et pour des raisons de sécurité pour ma famille de m'engager comme ouvrier à la Société Lustra. »⁵⁸

Durant l'Occupation, De Maerschalcck fait aussi signer des attestations pour montrer qu'il s'est abstenu de prendre des sanctions, aussi bien envers des Juifs qu'envers des non-Juifs. Ainsi, en octobre 1943, deux ouvriers signent « sans contrainte » qu'ils reconnaissent avoir volé des peaux de lapin : « Je n'avais aucun besoin de commettre cet acte, étant donné que la S.A. Lustra me paie des salaires de frs 600 par semaine en moyenne [...]. Je reconnais que la Direction de la firme Lustra S.A. n'a pris aucune mesure à mon égard, en raison de la situation actuelle, qui aurait pu entraîner des conséquences très graves pour moi. »⁵⁹ En juillet 1944, des ouvriers « pris en flagrant délit de jeu de hasard », cachés « dans les combles » versent « volontairement » de l'argent « à titre d'amende ». Cette somme est transférée dans « la caisse des Israélites de Malines » tenue par l'AJB⁶⁰. De Maerschalcck peut également exhiber des lettres de remerciements de diverses institutions et œuvres, juives et non juives. Ainsi fait-il envoyer des caisses de fromage à la maison de retraite pour Juifs âgés de la rue de Glacière en mai 1943, de l'argent aux homes d'enfants de l'Association des Juifs en Belgique ou à l'Aide paysanne aux Enfants des Villes⁶¹.

⁵⁸ AGR, AM 167, « Information », déposition de S., 12 janvier 1945.

⁵⁹ AGR, AM 167, « Information », déclarations du 25 octobre 1943.

⁶⁰ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », déclarations de huit ouvriers.

⁶¹ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », lettre de la « Maison de Retraite pour Vieillards sous le contrôle de l'Association des Juifs en Belgique » du 24

De Maerschallck garde donc les lettres de remerciement et de sollicitation de Juifs et de non-Juifs, et peut ainsi espérer une double reconnaissance après la fin de la guerre. Pour les non-Juifs, travailler à Lustra signifie être exemptés de travail obligatoire. Certains continuaient à travailler pour une autre société : c'est le cas d'une entreprise où le patron et ses trois ouvriers continuent à travailler pour leur firme tout en étant "couverts" par Lustra⁶². Parmi les multiples témoignages de reconnaissance de non-Juifs, la fille d'un fusillé de 14-18 intervient à de nombreuses reprises en faveur de De Maerschallck car son fils a été engagé par lui, alors qu'il était étudiant⁶³.

Au fur et à mesure que De Maerschallck engage des non-Juifs qui cherchent à être protégés, les fourreurs de profession se font proportionnellement de moins en moins nombreux, alors que, selon un document de la défense de De Maerschallck, Lustra ne pouvait engager « que du personnel spécialisé en fourrure » : « nous en avons qui fabriquaient de la crème à la glace, des chauffeurs, des mécaniciens, des repousseurs, des gaziers, des menuisiers, des électriciens, des monteurs, etc., des employés d'agent de change, etc., tout cela inscrit sous "spécialiste fourreur" »⁶⁴. Contrairement aux fourreurs de profession, ceux-ci ne pouvaient apporter de machines et devaient être moins productifs n'étant pas qualifiés pour le travail à accomplir.

La justice militaire après-guerre essaie de préciser les différences de traitements entre travailleurs juifs et non juifs chez Lustra. Les Juifs étaient moins payés que les non-Juifs pour

mai 1943 ; lettres de l'Aide Paysanne aux Enfants des Villes des 5 et 6 janvier 1944 ; lettre de l'Association des Juifs en Belgique, 1^{er} février 1944.

⁶² AGR, AM 167, « Dossier à décharge ».

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », « Note déposée par la Défense », non signée, dossier déposé le 7 avril 1946.

le même travail⁶⁵, ce que De Maerschallck reconnaît, en ajoutant que cela lui avait été imposé par les Allemands⁶⁶. En fait, De Maerschallck pouvait évidemment fixer les conditions qui lui convenaient, les ouvriers juifs, considérant leur travail à Lustra comme une planche de salut, étaient condamnés à la docilité.

La Libération

Le 6 septembre 1944, le conseil d'administration de Lustra se réunit et ses membres sont très contents : le président « en ouvrant la séance porte hommage aux troupes alliées de libération et félicite notre directeur, M. De Maerschallck pour la gestion de la S.A. Lustra pendant l'Occupation. Grâce à notre activité, à notre persévérante volonté, nous sommes arrivés à pouvoir sauver des griffes ennemies tout notre personnel aryen, juif et leur famille, ainsi que nombre de jeunes gens inscrits sur nos listes du personnel, mais non occupés chez nous. » Avec précaution, le conseil d'administration ajoute : « Notre affaire, réquisitionnée par l'autorité occupante a travaillé pour elle, mais non dans le but de lucre ». Et c'est bien ce qu'il va falloir prouver⁶⁷.

Un rapport de police note en novembre 1944 qu'à la Libération, De Maerschallck « a réuni dans un café des environs de la gare du Nord le personnel israélite de la S.A. Lustra et a remis à chacun une somme de 200 frs à titre de gratification. Il s'est amené à cette réunion le bras orné d'un large brassard des

⁶⁵ AGR, AM 167, « Information », audition de N. du 20 décembre 1944 ; interrogatoire de T. du 12 janvier 1945. AM 167, « Information » et Kazerne Dossin, « Comité Juif d'Épuration », dépositions contre Lustra de six ouvriers.

⁶⁶ AGR, AM 167, « Information », audition de Jean De Maerschallck du 3 novembre 1944.

⁶⁷ AGR, AM 167, « Pièces à Conviction », procès-verbal du conseil d'administration du 6 septembre 1944.

F.I. de Schaerbeek, dont il prétend actuellement être membre depuis longtemps ». Pendant cette réunion, il leur a demandé de signer une déclaration en sa faveur. « Peu après la Libération, De Maerschalc Jean Émile a été arrêté et interpellé par les Forces de l'Intérieur de Schaerbeek. Il a versé une grosse somme comme don au dit mouvement et a été immédiatement libéré, parce qu'il a montré une liasse de lettres émanant de juifs qu'il aurait soi-disant sauvés en les faisant travailler chez lui. » De Maerschalc « reçoit régulièrement chez lui les dirigeants des groupements de résistance qu'il traite royalement. » Et quelques semaines après la Libération, il « s'est abouché avec les autorités anglaises et recommence à travailler pour le compte de ces derniers »⁶⁸.

Certains témoignages d'après-guerre, communiqués par la Défense de De Maerschalc, tenteront d'établir des liens avec la Résistance sous l'Occupation : « Monsieur De Maerschalc qui avait fait l'objet d'une enquête de la part de certains milieux sérieux de la résistance pendant l'occupation, avait reçu de ceux-ci un écrit attestant de leur approbation et lui constituant un sauf-conduit approuvant son attitude. Il a eu le tort de se dessaisir de cette pièce qui lui a été réclamée pour être jointe, ainsi qu'une autre pièce intéressante, au dossier d'une autre affaire à l'instruction. »⁶⁹ Le conseil d'administration du 6 septembre 1944 acte les affirmations de De Maerschalc : « Les administrateurs apprennent avec plaisir que M. De Maerschalc, notre directeur, était membre du Mouvement national belge et que cet organisme touchait une mensualité de frs 10.000 à la caisse de la Société. » Il aurait en outre reçu un papier attestant

⁶⁸ AGR, AM 167, « Information », rapport de la Police judiciaire du 1^{er} novembre 1944.

⁶⁹ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », lettre d'Émile Bette, avocat, à l'Auditeur militaire près le Conseil de Guerre de Bruxelles, 20 novembre 1944.

qu'il a fait « l'impossible pour sauvegarder la vie et la liberté des familles juives » qu'il avait sous sa « protection »⁷⁰.

Les premiers arrivés sur place – dans les locaux de Lustra – semblent bien être les résistants du Mouvement national belge (MNB), dont un commandant⁷¹ « déclaré responsable par ordre du commandant anglais du dépôt existant à la Société »⁷² qui écrira un témoignage en faveur de De Maerschallck⁷³. Mais c'est le Comité de Défense des Juifs (CDJ), groupe de Résistance civile juive créé au sein du Front de l'Indépendance (FI), qui investit rapidement les locaux de la rue Gaucheret. C'est ainsi que l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre (AIVG), héritière du même CDJ, installe plus tard dans ce bâtiment son siège social, le service des homes d'enfants et le service social⁷⁴. Le CDJ est même mandaté par l'Auditorat à veiller à la conservation de ce qui reste dans l'entreprise⁷⁵. La confiance est de mise entre l'Auditorat, dont le substitut en charge de l'affaire Lustra est Jean Dupréel, et le Comité de Défense des Juifs représenté dans ces premiers temps de la Libération par Chaïm Perelman⁷⁶. Ce dernier est alors professeur à l'ULB comme le père de Jean Dupréel, Eugène Dupréel, pour qui il avait une profonde admiration. Par contre, Jean Dupréel ne voit pas d'un bon œil le MNB

⁷⁰ AGR, AM 167, « Pièces à Conviction », procès-verbal du conseil d'administration du 6 septembre 1944.

⁷¹ AGR, PE 1.257664.

⁷² AGR, AM 167, « Pièces à Conviction », procès-verbal du conseil d'administration du 30 septembre 1944.

⁷³ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », rapport du 24 novembre 1944.

⁷⁴ C. Massange, *Bâtir le lendemain. L'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre et le Service social juif de 1944 à nos jours*, Bruxelles, 2002, p. 25, 58, 201, 208. L'AIVG quitte cette adresse en juillet 1946.

⁷⁵ AGR, AM 167, « Information ».

⁷⁶ AGR, AM 167, « Information ». Chaïm Perelman écrira la « Notice sur Eugène Dupréel » dans l'*Annuaire de l'Académie Royale de Belgique* daté de 1980.

s'introduire dans les locaux de l'entreprise : il ordonne à la police de « s'enquérir de ce que font sur place les délégués du MNB dont la présence m'a été signalée ; aucune instruction, ni mission n'a été conférée par mon office aux membres de cette organisation en ce qui concerne l'affaire "Lustra" »⁷⁷.

L'Auditorat est alors principalement intéressé par des documents comptables, mais les fourrures encore présentes, par exemple, font partie du patrimoine de l'entreprise qui devra servir au dédommagement de l'État belge en cas de condamnation. Mais en décembre, la police signale que « toutes ces marchandises ont été enlevées antérieurement par le groupement du "Mouvement national belge" se trouvant sur place ou par le "Civil Affairs" »⁷⁸.

De Maerschallck, lui, est prêt effectivement à travailler immédiatement pour l'armée anglaise. W. le soutient : « Une très grande partie du personnel ouvrier israélite serait particulièrement heureux s'il pouvait réussir à Monsieur De Maerschallck de recevoir des ordres également des Alliés et ils seraient tout disposés à reprendre immédiatement leur travail. »⁷⁹ D'autres fourreurs travaillent effectivement immédiatement pour l'armée anglaise⁸⁰.

Le début des poursuites

Le 3 novembre 1944, De Maerschallck est arrêté à son domicile, à Koekelberg. Il est entendu, et écroué. Il est alors

⁷⁷ AGR, AM 167, « Information », 28 novembre 1944.

⁷⁸ AGR, AM 167, « Information », rapport de police du 13 décembre 1944.

⁷⁹ AGR, AM 167, « Notes de la Défense », déclaration de W., 29 septembre 1944.

⁸⁰ AGR, AM 168, « Dossier 6 », « Rapport d'expertise comptable », 16 juillet 1946.

interné et fait l'objet d'un mandat d'arrêt le 20 décembre 1944⁸¹. Il est le seul accusé dans l'affaire Lustra. Pourtant, dans les cas de collaboration économique, les administrateurs peuvent être poursuivis tandis que les ouvriers ne sont pas inquiétés⁸². De Maerschhalck endosse lui-même toute la responsabilité de l'affaire, les administrateurs, tout comme les membres du personnel, sont simplement interrogés comme témoins. Dans ses déclarations, De Maerschhalck n'accable pas les administrateurs, qui ne participaient effectivement en rien aux décisions prises. Par contre, ceux-ci accusent bien la seule personne de De Maerschhalck⁸³.

Des accusations de collaboration économique arrivent très vite à l'Auditorat. Une lettre souligne le train de vie visiblement aisé de De Maerschhalck et de sa famille⁸⁴. De Maerschhalck est l'image même du collaborateur économique : des lettres ou témoignages évoquent les vacances de sa femme, son chien qui mangerait du pain blanc, entraînant même par exemple le soupçon anonyme de corruption de la justice militaire⁸⁵ quand De Maerschhalck est libéré en janvier 1945 pour raison de santé, avant d'être à nouveau écroué en avril 1946⁸⁶.

Une lettre du 11 octobre 1944 accusant De Maerschhalck montre que les Juifs travaillant chez Lustra ne doivent sans doute pas s'attendre à beaucoup de compréhension. L'auteur écrit en effet que le personnel « se composait pour la plus grosse partie de juifs qui, pour ne pas être inquiétés par l'occupant,

⁸¹ AGR, AM BF 46 337 1013.

⁸² D. Luyten, « Les poursuites contre la collaboration économique : “une farce” ? », in Fr. Balace (éd.), *Jours de Paix*, Bruxelles, 2001, p. 185-212.

⁸³ AGR, AM 167, « Information ».

⁸⁴ AGR, AM 167, « Information », lettre du 11 octobre 1944.

⁸⁵ AGR, AM 167, « Information », carte anonyme, 18-21 janvier 1946.

⁸⁶ AGR, AM 167, « Information ».

s'étaient spontanément déclarés d'accord de travailler pour la machine de guerre allemande. Ils étaient d'ailleurs considérés par leurs coreligionnaires comme de mauvais juifs. »⁸⁷

En novembre 1944, *Unzer Kamf*, journal yiddish d'obédience communiste, se réjouit de l'arrestation de De Maerschalk et ne doute pas de futures poursuites contre lui⁸⁸. Le journal montre toutefois de la compréhension pour les ouvriers qui travaillaient pour Lustra : « Les ouvriers juifs de Lustra avaient hélas besoin de bien du courage pour suivre l'exemple de ceux qui se sont soustraits au travail pour l'ennemi, vivant ainsi dans les conditions les plus dures de l'illégalité. »⁸⁹ Cependant, le journal souhaite la mise en accusation de certains Juifs travaillant pour Lustra : « Le chef d'entreprise Marcel a profité de la situation de dépendance dans laquelle se trouvaient les ouvriers juifs pour les traiter avec brutalité, les spoliant de 25 % de leur salaire et brandissant la menace de la Gestapo. Quelques contremaîtres belges et juifs l'ont d'ailleurs aidé. »⁹⁰ *Unzer Kamf* déplore l'appui de certains à De Maerschalk : « Nous avons découvert des Juifs myopes (leurs noms sont connus) qui rassemblent des signatures en faveur du chef d'entreprise de Lustra. Nous les prévenons que pour de telles manœuvres la prison n'est pas loin. »⁹¹

Pour en savoir plus à propos des tensions au sujet de Lustra, le substitut de l'Auditeur militaire s'adresse au Comité de Défense des Juifs, en l'occurrence à Chaim Perelman, personnalité reconnue tant au sein qu'en dehors de la communauté juive. La lettre de Perelman du 28 novembre 1944 est nuancée : il

⁸⁷ AGR, AM 167, « Information », lettre adressée au Procureur du Roi, 11 octobre 1944.

⁸⁸ *Unzer Kamf*, 11 novembre 1944, n°12 (traduit du yiddish par Jo Szyster).

⁸⁹ *Unzer Kamf*, 18 novembre 1944, n°13 (traduit du yiddish par Jo Szyster).

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ *Ibid.*

explique qu'effectivement la firme Lustra « fournissait à l'armée allemande des effets d'équipement » et que « pour cette raison, elle était protégée par le Rüstungskommando. Elle a employé plusieurs centaines d'ouvriers juifs qui étaient de ce fait ainsi que leurs familles, exemptés des mesures de déportation. Nous savons que suite à la persécution des juifs en Belgique, un très grand nombre d'Israélites ont eu la faiblesse de se protéger en travaillant pour l'ennemi. Nous avons toujours combattu cette façon d'agir qui ne fait pas honneur à la communauté juive. Dans nos journaux clandestins, nous avons à plusieurs reprises demandé aux ouvriers de Lustra de quitter leur travail en promettant de les soutenir. En tout cas, tous ceux qui ont travaillé chez Lustra sont disqualifiés au point de vue social et ne pourront plus prétendre à des postes représentatifs dans la vie juive. »⁹² Perelman se montre peu vindicatif vis-à-vis de De Maerschaelck en écrivant : « Monsieur De Maerschaelck n'a pas payé ses ouvriers de façon suffisante. D'ailleurs tous les juifs qui ont travaillé chez lui n'ont pas cherché à s'enrichir, mais uniquement à sauver leur vie. Il faut avouer que De Maerschaelck a accordé à un certain nombre d'entre eux qui ne voulaient pas travailler pour les Allemands, une protection tout en n'exigeant pas de leur part beaucoup de prestations. »⁹³ La justice militaire suivra dans ses conclusions cette position de Perelman concernant les ouvriers juifs de Lustra, tout comme cela avait été le cas dans les poursuites contre les responsables de l'Association des Juifs en Belgique, instruction qui s'est terminée par un non-lieu⁹⁴. Perelman déclare en novembre 1946 que les dirigeants de l'AJB « sont en tous cas responsables devant l'opinion publique

⁹² AGR, AM 167, « Information », 28 novembre 1944.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ A. Donnet, « L'instruction par la justice militaire : un non-lieu de mémoire », in J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (éds.), *Les curateurs du ghetto. L'Association des Juifs en Belgique sous l'occupation nazie*, Bruxelles, 2004, p. 375-415.

pour ce qu'ils ont accepté et devraient, à mon avis, être exclus à l'avenir de fonctions dirigeantes dans la communauté israélite »⁹⁵.

La « Commission d'épuration auprès du CDJ » transmet de son côté, le 6 février 1945, une déclaration de huit ouvriers juifs de Lustra : ils accusent De Maerschalcck d'avoir payé moins les ouvriers juifs que les ouvriers "belges" ; parmi les mesures qui frappaient les ouvriers juifs, ils soulignent que « en cas d'absence de 2 à 3 jours on leur retirait leur certificat de couverture », et qu'en cas de vol, De Maerschalcck avait menacé de dénonciation à la Gestapo⁹⁶. À cette accusation, De Maerschalcck réplique qu'un tel avis n'a été apposé que quelques heures. Ceci sera démenti par l'un des ouvriers ayant signé la déclaration et appelés à témoigner ; il précisera que cet avis fut apposé un ou deux jours⁹⁷.

Certains Juifs qui semblent souhaiter témoigner en faveur de De Maerschalcck s'adressent non pas à l'Auditorat militaire, ni au Comité de Défense des Juifs, mais au rabbin de la communauté israélite de Bruxelles, David Berman. Celui-ci rapporte ces témoignages en précisant bien qu'il n'était pas lui-même présent en Belgique sous l'Occupation. Le 10 août 1945, il écrit à De Maerschalcck : « Ayant appris, à mon retour à Bruxelles, les services que vous avez rendus à mes coreligionnaires menacés de déportation, sur la foi de nombreuses attestations écrites en votre faveur, je me fais un devoir d'en prendre acte et de vous en remercier sincèrement. »⁹⁸ Il répercute à nouveau ce qui lui a été

⁹⁵ AGR, AM, « Dossier 8036/44 à charge de S. Ullmann et consorts », déposition de Chaim Perelman, 19 novembre 1946.

⁹⁶ AGR, AM 167, « Information », 6 février 1945.

⁹⁷ AGR, AM 167, « Information », 29 mars 1946.

⁹⁸ AGR, AM 167, « Dossier de la Défense établi pour De Maerschalcck Jean », lettre de David Berman, rabbin de Bruxelles, 10 août 1945.

dit lorsqu'il est appelé à témoigner au procès, répétant qu'il est « un témoin de deuxième degré »⁹⁹.

Cela permet à la défense de De Maerschalc de souligner après le procès : « Pourquoi le Ministère public ne s'attache-t-il jamais qu'à cette fameuse lettre du "Comité de Défense", unique document à charge, encore qu'il ne peut s'empêcher de reconnaître quelque mérite à De Maerschalc. Pourquoi ne s'inspire-t-on pas aussi des témoignages rendus par des organes autrement qualifiés, à la sincérité de son activité, comme l'est par exemple celui du Grand Rabbin [*sic*] David Berman qui vient dire au conseil de guerre : "[...] De Maerschalc aurait pris un grand nombre de gens qui n'étaient pas du métier ; il aurait aidé beaucoup les Israélites ; il ne les poussait pas dans le travail ; de l'avis de ceux qui m'ont renseigné, personne ne m'a dit avoir été exploité ; il y avait pour eux une caisse de bienfaisance." »¹⁰⁰

Mais, dès février 1945, Dupréel tire des conclusions reprises dans toute la suite de la procédure : « Il me paraît dès à présent confirmé que le but véritable poursuivi par De Maerschalc était de gagner de l'argent. La "protection" des israélites s'explique par son désir de maintenir en Belgique la main-d'œuvre spécialisée indispensable pour l'activité de Lustra. »¹⁰¹

⁹⁹ AGR, AM 167, « Jugement et appel », plume de l'audience du 9 juillet 1946.

¹⁰⁰ AGR, AM 167, « Dossier de la Défense établi pour De Maerschalc Jean », « Note d'audience pour De Maerschalc », s.d.

¹⁰¹ AGR, AM BF 46 337 1013, lettre de J. Dupréel, substitut de l'Auditeur militaire près le Conseil de Guerre de Bruxelles, adressée à l'Auditeur général, 7 février 1945.

En vertu de l'article 115 du Code Pénal

La collaboration économique est punie par l'article 115 du Code Pénal¹⁰². Elle est passible de la peine de mort. La lourdeur des sanctions dépend de différents critères. Sont pris en compte les fournitures pour l'armée allemande, le concept d'armes et munitions étant très étendu, la création ou le développement de l'entreprise, la façon dont les ouvriers étaient traités, le zèle et le rythme de travail car une entreprise produisant pour les Allemands devait alors agir le plus lentement possible. Des circonstances atténuantes sont le maintien de l'appareil de production et surtout le maintien au travail en Belgique des ouvriers et le fait d'avoir voulu empêcher que le personnel ne soit soumis au travail obligatoire. Le cas des Juifs, dont la déportation signifiait en réalité l'extermination programmée, n'est pas abordé en tant que tel.

D'autres entreprises ont fabriqué des vestes pour la *Wehrmacht*, et certains de leurs dirigeants sont condamnés après-guerre aux côtés de De Maerschallck, mais moins sévèrement¹⁰³. Les entreprises mises en cause existaient avant-guerre, même si elles avaient réorienté leur production sous l'Occupation, mais n'eurent jamais l'importance de Lustra.

Dans le cas de Lustra, l'entreprise fournissait directement des vestes pour l'armée allemande. Le substitut de l'Auditeur militaire rappelle que les vestes en fourrure pour la *Wehrmacht* sont

¹⁰² Sur la répression de la collaboration économique, voir les travaux de Dirk Luyten : D. Luyten, *Burgers boven elke verdenking? Vervolgingen van economische collaboratie in België na de Tweede Wereldoorlog*, Bruxelles, 1996 ; D. Luyten, « La répression de la collaboration économique », in J. Gotovitch et Ch. Kesteloot (éds.), *Collaboration, répression : un passé qui résiste*, Bruxelles, 2002, p. 71-98 ; D. Luyten, « Les poursuites... », *op. cit.*

¹⁰³ AGR, AM BF 46 337 1013.

« rangées par le législateur dans la catégorie des fournitures ayant un caractère essentiellement militaires » et sont ainsi « toujours répréhensibles, fut-il même établi que le chiffre d'affaires de l'entreprise a diminué, qu'il y a eu freinage ou sabotage de la production »¹⁰⁴. La défense de De Maerschalcck essaie de souligner alors la lenteur de la production par rapport au nombre de personnes employées. Sans succès : Lustra a été créée et s'est développée de manière exponentielle pendant l'Occupation.

Si le fait que Lustra travaillait pour la *Wehrmacht* est incontestable, aucune trace de prise de position politique de De Maerschalcck n'est toutefois signalée. L'instruction essaye d'en savoir plus sur les profits personnels de De Maerschalcck, qui n'avait que des revenus modestes avant-guerre, et s'intéresse à l'achat de son appartement pendant l'Occupation. Alors qu'un rapport de police l'accuse d'avoir empoché des millions de bénéfices, De Maerschalcck donne comme chiffres pour son salaire 5.000 frs par mois au début et 25.000 ensuite et explique que des sommes énormes étaient versées sous forme d'argent ou de cadeaux aux Allemands. K. était payé 12.500 frs par mois alors qu'il ne venait que de temps en temps dans les bureaux de Lustra et alors que, selon De Maerschalcck, il « est même resté 18 mois sans venir »¹⁰⁵.

La justice militaire ne manque pas de documents venant de Lustra. De Maerschalcck ne semble d'ailleurs mettre aucun frein à la transmission de documents. Mais l'expert-comptable désigné par la justice militaire ne peut répondre à toutes les questions. On ne peut déterminer dans quelle mesure les frais généraux

¹⁰⁴ AGR, AM 167, « Jugement et appel » : « Exposé des faits », par le substitut Bricmont.

¹⁰⁵ AGR, AM 167, « Détention préventive », document de l'Auditorat militaire près le Conseil de Guerre de Bruxelles du 7 mars 1945 ; mandat d'arrêt et réquisitoire d'écrou, 13 avril 1946.

énormes ont pu servir à dissimuler l'enrichissement personnel de De Maerschalc, comme le disent ses détracteurs, ou les abondants pots-de-vin versés à des Allemands, comme rétorque la défense¹⁰⁶.

Il importe donc d'examiner la façon dont les ouvriers étaient traités : salaires, harcèlement éventuel, cadences. Le fait d'avoir empêché la déportation des ouvriers juifs et de leur famille est l'argument principal de la défense de De Maerschalc. Dans les dossiers de reconnaissance comme résistant par exemple, le fait d'avoir aidé les Juifs est bien sûr un argument de poids, mais à la condition que cette aide n'ait pas été apportée dans un but lucratif : s'il s'agissait de tirer un profit financier de personnes se trouvant alors dans la plus grande détresse, c'est évidemment un signe de malhonnêteté. De Maerschalc ne peut convaincre la justice d'une motivation strictement humanitaire.

Le fait que les Juifs avaient un salaire moins élevé que les non-Juifs est important aux yeux de la justice militaire. La défense ne peut nier qu'effectivement il y avait des différences de salaires : « M. De Maerschalc est accusé d'avoir réduit les salaires des israélites depuis le mois de mai 1944 alors que ceux des belges ont été maintenus. » Elle donne comme argument que les Allemands auraient alors menacé de suspendre leurs commandes « si nous ne faisons pas une nette distinction entre israélites et aryens. Ceux-ci devaient gagner 50% de plus que ceux-là. Des listes distinctes devaient être établies. »¹⁰⁷

¹⁰⁶ AGR, AM 167, « Expertise comptable en cause de De Maerschalc Jean Emile », note de l'expert comptable, 26 juin 1946.

¹⁰⁷ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », « Note déposée par la Défense », non signée, dossier déposé le 7 avril 1946.

Le dossier de la Défense de De Maerschalcck

La défense ne manque pas de témoins et de lettres faisant l'éloge de De Maerschalcck. Des non-Juifs réitèrent leurs remerciements pour leur avoir permis d'échapper au travail obligatoire en Allemagne¹⁰⁸. La défense insiste particulièrement sur des témoignages de Juifs favorables à De Maerschalcck, en particulier sur celui de W.¹⁰⁹. Sa gratitude est tellement forte qu'il défend De Maerschalcck contre tout ce qu'on lui reproche. W., qui se dit « homme de confiance des ouvriers israélites de la firme "Lustra" », est né à Berlin en 1887. Il est maître-tailleur avant-guerre en Allemagne et s'exile en Belgique en janvier 1939, avec sa famille. Il est durant l'Occupation apatride (d'origine polonaise). Installé à Anvers, il est expulsé vers le Limbourg, envoyé avec son fils et son beau-fils au camp d'Overpelt. À sa libération, il s'installe à Bruxelles. Son fils, qui a alors 25 ans, est arrêté en juillet 1942 et déporté. W. appuie la thèse de De Maerschalcck selon laquelle il a créé Lustra à la demande de Juifs : « Lorsque en été 1942 commença la persécution des israélites par la Gestapo, quelques israélites du monde de la fourrure décidèrent de trouver un citoyen belge disposé à créer une entreprise et qui exécuterait alors des ordres pour la *Wehrmacht*. C'était à cette époque, la seule possibilité de préserver les israélites d'une déportation certaine. Après de longues et nombreuses démarches, on trouva Monsieur De Maerschalcck disposé à fonder une affaire de petite envergure. Nous devons une immense reconnaissance à Monsieur De Maerschalcck pour son obligeance d'alors. »¹¹⁰ Pour W., Lustra, et donc De Maerschalcck, a « sauvé beaucoup de juifs d'une mort certaine par la déportation », comme il l'écrit le 29 septembre 1944. Et de préciser que « si, entre-temps quelques

¹⁰⁸ AGR, AM 167, « Dossier à décharge ».

¹⁰⁹ AGR, PE, A338.949.

¹¹⁰ AGR, AM 167, « Notes de la Défense », déclaration de W., 29 septembre 1944.

ouvriers furent déportés par la Gestapo dans quelque circonstance que ce soit, cela ne change rien au fait que grâce à l'existence de la firme Lustra bien plus de 1.000 personnes furent protégées et préservées d'une déportation et ont ainsi sauvé leur vie. »¹¹¹

Un autre contremaître déclare en novembre 1944 que De Maerschalc « était toujours en négociations à la Gestapo ou avec d'autres services allemands pour arranger les choses et lorsqu'il n'arrivait pas à faire échapper de la déportation l'un ou l'autre ouvrier, il le prévenait secrètement et lui donnait de l'argent et tout ce qui lui était nécessaire pour fuir à l'étranger ou se cacher en Belgique. »¹¹² O. vient témoigner que, ayant dit à De Maerschalc qu'il voulait passer en Suisse, son patron l'a « aidé à rassembler la somme à ce nécessaire » en augmentant son salaire¹¹³.

De Maerschalc et la défense attendent nettement plus d'appuis des Juifs ayant travaillé chez Lustra. Une note communiquée par la défense, écrite par un non-Juif ayant travaillé à Lustra dont le nom n'est pas mentionné, indique : « Les israélites voyaient bien les misères que nous avions à courir pour les garder au travail, mais ils n'ont jamais compris ou voulu comprendre les responsabilités que nous encourions du chef de les avoir à notre service. »¹¹⁴ L'antisémitisme imprègne encore la société belge au sortir de la guerre, comme en atteste le passage suivant : « De multiples et nombreuses démarches ont été faites pour les

¹¹¹ *Ibid.*

¹¹² AGR, AM 167, « Dossier à décharge », déclaration de C., 30 novembre 1944.

¹¹³ AGR, AM 167, « Jugement et appel », plumeitif de l'audience du 9 juillet 1946.

¹¹⁴ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », « Note déposée par la Défense », non signée, dossier déposé le 7 avril 1946.

Israélites et les Belges et nombre de ceux-ci ont été sauvés in extremis. Mais si aujourd'hui, les israélites adoptent une attitude bizarre et en contradiction flagrante avec la vérité, il faut en rechercher la cause de ce qu'ils ne veulent pas encourir la réprobation de leurs coreligionnaires du maquis. Nul n'ignore que les israélites forment une vaste famille et ils tendent à se justifier en altérant les faits, en les grossissant et les exagérant pour en faire retomber la pleine responsabilité sur la direction. C'est un mot d'ordre, suivi, dont il est très difficile de se défendre attendu qu'il est concerté. »¹¹⁵

Un des critères pour éviter la condamnation pour collaboration économique est donc le fait qu'il ne fallait surtout pas faire du zèle pour produire. Là, plusieurs témoignages viendront illustrer la manière dont on travaillait chez Lustra. Un des contremaîtres juifs, C., rédige donc une déclaration pour De Maerschallck : « Je puis assurer que le travail se faisait à l'extrême ralenti et qu'alors que l'entreprise occupait en principe 500 à 600 ouvriers, une bonne centaine aurait suffi à effectuer le travail qui y était en fait exécuté ; comme la présence des ouvriers était cependant contrôlée fréquemment par les Allemands, ils restaient à l'usine à ne rien faire le plus souvent ou à jouer aux cartes. »¹¹⁶ S. témoigne aussi en faveur de De Maerschallck : « Je m'aperçus rapidement qu'on ne travaillait presque pas à l'usine ; une grande partie du temps se passait à jouer aux échecs et aux dames. »¹¹⁷ Et W. écrit : « Je puis certifier que beaucoup d'ouvriers n'ont absolument rien fait. »¹¹⁸

¹¹⁵ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », « Note déposée par la Défense », non signée, dossier déposé le 7 avril 1946.

¹¹⁶ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », « Rapport du Commandant René », 30 novembre 1944 ; déclaration de C., 30 novembre 1944.

¹¹⁷ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », déclaration de S., 10 novembre 1944.

¹¹⁸ AGR, AM 167, « Notes de la Défense », déclaration de W., 29 septembre 1944.

Une note de la défense, visant à montrer qu'il y avait moyen de produire beaucoup plus, confirme ceci : « Alors qu'avec une équipe de 12 ouvriers on peut aisément achever 200 vestes par semaine, nous, avec 45 fois plus nous n'arrivions qu'avec peine à 2000 vestes par semaine. Pourquoi ? Parce que, quoiqu'on dise, la direction n'incitait et ne poussait pas au travail forcé. D'ailleurs parmi les israélites il y en avait de très nombreux qui avaient de grosses ressources et ne se trouvaient chez nous que pour la protection. Dès lors ils se trouvaient à leur établi, mais faisaient faire le travail par les autres israélites, pauvres ceux-ci, mais qui ne pouvaient tout de même pas faire le double de besogne. [...] Il faut bien se dire que, devant un personnel de 5 à 600 ouvriers, aussi indisciplinés l'un que l'autre, car tous étaient indépendants avant la guerre et ne pouvaient s'astreindre à l'esprit d'atelier, il nous était très difficile d'exercer un contrôle rigoureux. »¹¹⁹

Mais la défense ne peut occulter que les témoignages des Juifs sont loin d'être unanimes¹²⁰. N., dans sa déposition de décembre 1944, parle de « discipline de fer » et explique qu'on était menacé de renvoi en cas de sabotage ou si l'on fumait, « or le renvoi signifiait la déportation en Allemagne »¹²¹. Un ouvrier juif déclare qu'il avait été obligé d'apporter sa machine pour pouvoir travailler à Lustra et que si De Maerschallck avait promis « de sauver les Juifs de la Gestapo », il « n'a pas voulu le faire ». « De Maerschallck n'a voulu que gagner de l'argent avec Lustra. »¹²² La justice militaire retient que la production fut énorme et que

¹¹⁹ AGR, AM 167, « Dossier à décharge », p. 9-16, « Note déposée par la Défense », non signée, dossier déposé le 7 avril 1946.

¹²⁰ AGR, AM 167, « Information » et Kazerne Dossin, « Comité Juif d'Épuration ».

¹²¹ AGR, AM 167, « Information », déposition de N., 20 décembre 1944.

¹²² AGR, AM 167, « Information », déposition de Z., 1^{er} avril 1946.

certaines salariés étaient payés à la pièce, ce qui ne peut qu'encourager à produire le plus possible.

Juillet 1946 : le jugement

Au moment du procès, les nombreux témoignages en faveur de De Maerschallck n'auront que peu de poids face à la flopée de documents saisis. Ces documents, qui fournissent de multiples informations sur l'activité de Lustra¹²³, donnent les chiffres de production et révèlent les liens évidents et directs entre Lustra et l'occupant. Il y est souvent affirmé que Lustra travaillait exclusivement pour la *Wehrmacht*.

Lustra n'était assurément pas la seule firme qui fournissait des vestes et gilets pour la *Wehrmacht*, mais elle était certainement la plus importante. Bien que le procès qui concerne De Maerschallck est dénommé "l'Affaire des Fourreurs", d'autres fourreurs sont inculpés. Sept autres fourreurs sont ainsi déférés au Conseil de Guerre de Bruxelles, « pour y répondre de la prévention de l'arrêté 115 du Code Pénal, à raison d'importantes fournitures de fourrures faites à l'ennemi. »

Lors du procès de juillet 1946 et lors de ses nombreuses déclarations, De Maerschallck maintiendra sa ligne de défense – il a fait tout cela dans le but de sauver des Juifs – et n'exprime aucun regret, alors qu'un autre fourreur reconnaît lors de l'instruction menée à sa charge « avoir commis une faute » et qu'il « aurai[t] dû refuser »¹²⁴. Dans la logique de sa ligne de défense, De Maerschallck se dit seul responsable de Lustra, puisqu'il affirme que la création de ladite entreprise résulte de son initiative personnelle de sauver des Juifs.

¹²³ AGR, AM 167, « Information ».

¹²⁴ AGR, AM 167, « Pièces d'Audience », procès-verbal de l'audience publique du Conseil de Guerre de Bruxelles du 8 juillet 1946.

Un tel procès s'inscrit dans un contexte de débats sur la répression de la collaboration économique. La sévérité de la peine peut grandement varier. Le procès des "Tailleurs de Binche", qui concernait la confection d'uniformes pour la *Wehrmacht*, fut invoqué dans les discussions politiques sur le sujet¹²⁵. Dans ce cas, une condamnation avait été prononcée par le Conseil de Guerre de Charleroi dès septembre 1945 : les peines les plus lourdes étaient de 20 ans de travaux forcés¹²⁶. En mars 1946, la plupart des peines avaient été réduites, passant par exemple de 20 ans à 5 ans de travaux forcés¹²⁷. En juin, le député communiste Fernand Demany interpelle au Parlement le ministre de la Justice « sur les conséquences de l'arrêt rendu par la Cour militaire du Brabant dans l'affaire des tailleurs de Binche et sur la politique du gouvernement en matière de répression de la grande collaboration économique »¹²⁸. En juillet, la Cour de Cassation casse l'arrêt rendu par la Cour militaire¹²⁹. C'est donc à ce moment-là que se déroule le procès des "Fourreurs de la *Wehrmacht*", qui ne focalisera pas autant l'attention que celle des "Tailleurs de Binche", contre qui la Cour militaire prononce finalement un arrêt donnant des sanctions modérées en mai 1948¹³⁰.

Mais dans l'affaire De Maerschallck, le sort des Juifs qui travaillaient dans ce secteur doit être examiné. L'avocat Jacques Basyn, conseil de la partie civile, l'État belge, qui réclame 70 millions à titre de dommages et intérêts, souligne « que le fait d'avoir aidé des israélites – à qui d'ailleurs le prévenu accordait des salaires inférieurs à ceux fournis à des ouvriers non israé-

¹²⁵ D. Luyten, « La répression... », *op. cit.*, p. 81.

¹²⁶ *Le Soir*, 19 septembre 1945, p. 1.

¹²⁷ *Le Soir*, 9 mars 1946, p. 2.

¹²⁸ *Le Soir*, 9 juin 1946, p. 2.

¹²⁹ *Le Drapeau Rouge*, 11 juillet 1946, p. 1.

¹³⁰ *Le Drapeau Rouge*, 28 mai 1948, p. 4.

lites – ne supprime en rien le caractère punissable du fait de la livraison à l’ennemi. »¹³¹ Basyn note particulièrement que les fournitures étaient « considérables » de même que le matériel acquis, que De Maerschalcck a « pratiquement formé de toutes pièces une entreprise nouvelle », qu’il s’est « associé à un citoyen allemand », qu’il a engagé du personnel sans cesse croissant, environ 50 ouvriers et ouvrières en 1942 ; environ 500 en décembre 1943 et 570 en 1944 » ; « qu’en payant ses ouvriers à la pièce, il a exercé une pression sur les ouvriers pour que ceux-ci accroissent leur rendement » ; qu’il s’allouait un traitement très élevé et en constante augmentation. L’esprit de lucre ne peut donc faire aucun doute.

Le jugement retient cette optique et rejette la version que De Maerschalcck donne sur la création de l’entreprise : « il n’est pas établi que le prévenu ait constitué cette entreprise dans le but de venir en aide aux israélites traqués par l’ennemi » ; « il apparaît au contraire que K. et lui-même ont eu recours à la main-d’œuvre israélite parce que celle-ci, particulièrement spécialisée et possédant les machines nécessaires au traitement des peaux de lapin, leur était indispensable », mais « qu’il faut cependant admettre à la décharge de De Maerschalcck qu’une fois nanti de cette main-d’œuvre, il la protégea efficacement contre les Allemands ». La conclusion est claire : il « a agi par but de lucre »¹³².

D’autres fourreurs affirment avoir continué la production pour sauver des Juifs : un sous-traitant de l’un d’eux explique : « J’ai continué à travailler pour sauver le juif que j’avais chez moi. » Quand on lui demande combien d’ouvriers travaillaient

¹³¹ AGR, AM 167, « Jugement et appel », « Conclusions pour l’État belge, partie civile », juillet 1946.

¹³² AGR, AM 167, « Jugement et appel », jugement du 29 juillet 1946.

chez lui, il répond : « 4 juifs, 2 belges, plus des femmes »¹³³. Dans le cas des autres accusés, Basyn retient que l'un « a rendu certains services à des israélites, persécutés par l'ennemi ; mais que cela constitue tout au plus et peut-être une circonstance atténuante n'enlevant rien au caractère criminel de l'acte pour lequel le prévenu doit répondre ».¹³⁴ Il en va de même pour un autre qui « a pu aider des israélites », et pour un troisième, « le fait d'avoir aidé des israélites, ce qui n'est pas contesté, peut peut-être constituer une circonstance atténuante du point de vue pénal, mais ne supprime pas le fait d'avoir livré à l'ennemi et que ce fait est punissable »¹³⁵.

Le 29 juillet 1946, le Conseil de Guerre condamne De Maerschalcck à 20 ans de travaux forcés et à payer 30 millions de francs ainsi qu'à la déchéance des droits civils et politiques. C'est lui qui est le plus lourdement condamné. Les autres sont condamnés à 10 ans de travaux forcés, à quatre, deux et un an(s) d'emprisonnement, et les sommes à payer s'échelonnent entre 2,5 millions et 9 millions environ¹³⁶. Malgré certains témoignages recueillis pendant l'enquête, il n'est pas fait mention dans le jugement qu'un autre fourreur que De Maerschalcck aurait aidé des Juifs : il ne s'agit alors que de quelques cas¹³⁷.

La presse rend compte du procès et du jugement. Les journaux ont alors une rubrique « Conseils de Guerre » et « l'affaire des fourreurs » n'est certes ni une des plus marquantes ni une des plus passionnées. Sur plus de 50.000 condamnations pour colla-

¹³³ AGR, AM 167, « Pièces d'Audience », procès-verbal de l'audience publique, 22 juillet 1946.

¹³⁴ AGR, AM 167, « Jugement et appel », « Conclusions pour l'État belge, partie civile », juillet 1946.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ AGR, AM 167, « Jugement et appel », jugement du 29 juillet 1946.

¹³⁷ AGR, AM 168, « Dossier 5 ».

boration, ce procès n'est qu'une affaire parmi d'autres¹³⁸. Les titres des articles sont en général sobres : « Les fourreurs » (dans *Le Peuple*), « Les fourreurs de la *Wehrmacht* en Conseil de guerre » dans *La Nation belge*, « Les “fourrures” pour le front de l'Est » dans *Le Soir*, « L'affaire des fourreurs » dans *La Libre Belgique* ; *La Dernière Heure* ose « Pour que les Gretchen n'aient pas froid » et *Le Peuple* : « Grâce à eux, la *Wehrmacht* n'eut pas froid aux pieds. » Les articles ne sont ni haineux, ni très détaillés ; ils ne prennent pas position, résumant le réquisitoire, les arguments de la défense, quelques interventions du président et des accusés. Les chiffres de production sont cités¹³⁹.

La Cité Nouvelle du 10 juillet 1946 s'intéresse aux dépositions de Juifs ayant travaillé pour Lustra en mentionnant des chiffres de salaires et en soulignant qu'ils étaient inférieurs à ceux des non-Juifs : « T. est Israélite. Il déclare que les salaires payés à ses coreligionnaires étaient inférieurs à ceux alloués aux Aryens ». Le même témoin répond à la question « Aviez-vous l'impression qu'on poussait à la production ? » : « Je ne sais pas. » Le journal retient de la déposition de Z., « encore un témoin israélite » « qui dépose avec l'aide d'un interprète » : « La Gestapo a arrêté plusieurs camarades, dit-il, mais M. De Maerschalk ne pouvait rien faire. Il en a tout de même aidé deux. » Le journal cite aussi W., qui « échoua dans les peaux de lapin bruxelloises » : « Ce sont les Allemands qui avaient donné l'ordre de nous payer moins, précise-t-il ». Le journal parle aussi d'O. qui « gagnait plus, 1.000 frs par semaine » et « fait l'éloge de De Maerschalk, comme le fait immédiatement après lui, M. Israël Bezman [*sic.* Berman, ndla], qui est le rabbin de Bruxelles. » Le journal conclut :

¹³⁸ K. Aerts *et al.*, *Papy était-il un nazi ? Sur les traces d'un passé de guerre*, Bruxelles, 2017, p. 61-65.

¹³⁹ AGR, AM BF 46 337 1013, *Le Peuple*, 10 juillet 1946 ; *La Nation belge*, 10 juillet 1946 ; *Le Soir*, 10 juillet 1946 ; *La Libre Belgique*, 10 juillet 1946 ; *La Dernière Heure*, 9 juillet 1946 ; et *Le Peuple*, 24 juillet 1946.

« L’audience continue ainsi avec l’audition d’autres Juifs, qui prêtent serment d’une façon fort peu commune : le chapeau sur la tête. » Le journal avait au début souligné : « Le procès des fourreurs ne fait pas fureur. Très peu de monde en effet, à l’audience de mardi matin. »¹⁴⁰ Effectivement, les autres journaux ne s’attardent pas sur le cas des travailleurs juifs de Lustra.

Appel, demande de cassation et emprisonnement

Tous les condamnés font appel, ainsi que le Ministère public et l’État belge. La Cour militaire rend ses arrêts les 11 avril et 9 mai 1947. De Maerschalcck a maintenu sa ligne de défense, réfutant qu’il avait exploité la main-d’œuvre israélite, et insistant sur le fait que les Juifs qui avaient travaillé pour lui avaient été bien payés¹⁴¹.

En mai 1947, les tensions autour de la collaboration économique sont moins vives qu’auparavant¹⁴². Pourtant, le jugement du 9 mai aggrave la peine de De Maerschalcck en le condamnant aux travaux forcés à perpétuité. Les autres accusés voient également leur peine alourdie (et celui qui avait été mis hors cause est à présent condamné à 10 ans de réclusion et à payer 5.000.000 frs de dommages et intérêts). La Cour considère alors qu’il avait « été fait aux prévenus une application trop modérée de la loi pénale », qu’il faut tenir compte que ces gilets étaient « d’une importance capitale pour les campagnes d’hiver de l’armée allemande » et que ceux qu’avait fournis De Maerschalcck avaient permis d’équiper « environ quinze divisions ennemies »¹⁴³. Tout comme lors du premier procès, la presse n’ouvre pas de débat sur

¹⁴⁰ AGR, AM BF 46 337 1013, *La Cité Nouvelle*, 10 juillet 1946.

¹⁴¹ AGR, AM BF 46 337 1013, lettre de l’avocat Maurice Heilporn à l’Auditeur général, 7 février 1947.

¹⁴² D. Luyten, « La répression... », *op. cit.*, p. 71-98.

¹⁴³ AGR, AM 167, « Pièces d’Audience ».

l'affaire : des journaux comme *Le Drapeau Rouge*, *La Libre Belgique* et *Het Laatste Nieuws* font simplement état de l'aggravation des peines sans émettre de commentaires¹⁴⁴.

La possibilité d'obtenir une atténuation de la sévérité du jugement est de se pourvoir en cassation. C'est ce que fait De Maerschallck. Mais les arguments que lui et les autres accusés invoquent en la matière sont vite balayés¹⁴⁵. Ces derniers arguent par exemple que la Chambre syndicale du Cuir de Belgique avait accepté qu'ils produisent pour les Allemands afin de donner du travail à la main-d'œuvre locale et que ce travail doit être considéré comme une réquisition¹⁴⁶. Ces arguments avaient déjà été examinés précédemment et balayés car l'« esprit de lucre » ne fait aucun doute.

En février 1948, De Maerschallck remplit une requête en grâce, qui est rejetée : « Il serait superflu d'insister sur la gravité exceptionnelle des faits et sur l'importance de l'aide apportée par le condamné à l'ennemi dans le domaine de l'équipement des troupes. La peine est parfaitement adéquate et rien ne pourrait justifier sa réduction. »¹⁴⁷

Mais De Maerschallck ne reste pas vingt ans en prison. Sa peine est progressivement réduite à quinze ans de travaux forcés, puis à dix, et ensuite à sept ans de réclusion. Il est libéré conditionnellement en 1951 « sous tutelle avec obligation de se mettre en rapport avec l'Office des Séquestres immédiatement après sa

¹⁴⁴ AGR, AM BF 46 337 1013, journaux du 15 mai 1947.

¹⁴⁵ AGR, AM 167, « Jugement et appel ».

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ AGR, AM BF 46 337 1013. Requête en Grâce. Rapport et proposition de l'Auditeur général, février 1948.

libération en vue du paiement de sa dette à l'État belge »¹⁴⁸ et obtient l'autorisation de voyager à l'étranger pour affaires¹⁴⁹. Il est libéré définitivement en 1954¹⁵⁰.

D'autres condamnés du même procès voient aussi leur peine de prison adaptée. Dans ces cas de collaboration économique, l'État vise à recevoir ce qui lui est dû. Une fois sortis de prison, les condamnés peuvent reprendre des activités et ainsi continuer à payer leur dette. L'Office des Séquestres ne récupère pas assez d'argent par la vente des biens ou l'administration des sociétés encore existantes. Les biens mobiliers et immobiliers de De Maerschallck sont vendus par l'Office des Séquestres. Mais la société Lustra n'ayant plus d'activité après-guerre est dissoute et la réalisation de ses biens ne rapporte pas grand-chose à l'État¹⁵¹. En 1953, la somme de 30.000.000 frs due par De Maerschallck est réduite à 9.000.000 frs ; les sommes dues par les autres accusés sont aussi progressivement ramenées à des montants plus réalistes.

Conclusion

De Maerschallck semble donc bien être un opportuniste rusé qui profite de l'occasion des commandes allemandes que procure l'Occupation et de la détresse de la main-d'œuvre juive, placée dans un rapport de forces totalement inégal. Un ouvrier dira dans une déposition de janvier 1945 que De Maerschallck « n'était ni un bon, ni un mauvais patron. Il recherchait surtout

¹⁴⁸ AGR, AM BF 46 337 1013, document de l'Administration des Établissements pénitentiaires, Service de la libération provisoire et conditionnelle, 13 mars 1951.

¹⁴⁹ AGR, AM BF 46 337 1013, demandes de passeport, mars et octobre 1951.

¹⁵⁰ AGR, AM BF 46 337 1013, document de l'Administration des prisons, liste des entrées et des sorties des détenus de la prison de Saint-Gilles, 3 avril 1954.

¹⁵¹ AGR, Ministère des Finances, I593/9374, lettre de l'Office des Séquestres adressée au Ministère des Finances, 27 avril 1949.

son bénéfice »¹⁵². Et c'est bien pour cette raison qu'il est condamné.

Si certains travaillaient ou aidaient d'une façon ou d'une autre les Allemands en raison de leurs convictions et de leur adhésion au national-socialisme, aucun aspect politique ou idéologique n'est signalé dans le cas de De Maerschaleck. Les fourreurs accusés et condamnés pour avoir travaillé pour la *Wehrmacht* ne semblent avoir convaincu personne qu'ils travaillaient pour le bien de leur main-d'œuvre. L'« esprit de lucre » était bien leur motivation principale. L'argument selon lequel Lustra a été créé dans le but de sauver des Juifs est examiné soigneusement par l'Auditorat, mais l'enquête sur les conditions de création, sur l'origine des machines et sur les différences de salaires entre Juifs et non-Juifs, mène la Justice à constater que Lustra résulte bien de la volonté de De Maerschaleck de s'enrichir et qu'il a en fait exploité les Juifs qui travaillaient pour lui.

Si des Juifs qui ont travaillé à Lustra ont finalement été sauvés, ce n'est pas dû à un souci humanitaire de leur patron. De Maerschaleck a en effet su profiter d'un rapport de forces totalement défavorable pour les Juifs. L'entrée progressive de non-Juifs en grand nombre dans l'entreprise menaçait, en cas de prolongation de la guerre, la situation de refuge que pouvait temporairement représenter Lustra pour les Juifs. Le travail chez Lustra a permis à certains de gagner du temps, ce qui en l'occurrence a représenté leur survie. En plus de la protection, aléatoire, que conférait leur fonction, ils avaient aussi un salaire, ce qui pouvait les aider à protéger leur famille. Malgré les efforts de la Résistance civile juive pour assister les personnes dans la clandestinité, il était toujours utile de disposer d'argent pour

¹⁵² AGR, AM 167, « Information », déposition de S., 12 janvier 1945.

cacher des membres de la famille ou essayer de se réfugier en Suisse.

Les non-Juifs seront bien plus nombreux que les Juifs à témoigner leur appui et leur reconnaissance à De Maerschalek après-guerre. Les premiers s'embarrassent peu de considérations éthiques ou légales sur le travail pour l'occupant : ils retiennent simplement qu'ils n'ont pas été envoyés en Allemagne pour le travail obligatoire et qu'ils ont gagné leur vie. La loi assimile bien les fournitures comme les vestes pour la *Wehrmacht* à la fourniture d'armes, mais les non-Juifs travaillant pour Lustra qui témoignent pour De Maerschalek ne semblent accorder que peu d'importance au fait que ce qu'ils produisaient servait la cause de l'ennemi.

Les Juifs par contre sont beaucoup plus discrets : le poids de la Shoah, de la Résistance, de la communauté juive les incite au silence. La menace d'extermination place les Juifs devant des dilemmes impossibles à résoudre. Le fait de travailler dans une firme qui produit pour la *Wehrmacht* est un des éléments de ce dilemme et des décisions qui engagent la vie de chaque famille doivent être prises dans l'urgence. Comme l'a écrit Chaïm Perelman, le déshonneur communautaire pèsera toujours sur eux. Ils ne sont pas des "traîtres à la nation" belge, pays dont ils n'ont d'ailleurs pour la plupart pas la nationalité, mais resteront souvent considérés comme des traîtres à leur communauté.